



Document de réflexion – Débat

La cohésion sociale au Luxembourg - Zesummeliewen zu Lëtzebuerg -

« La cohésion sociale est la capacité d'une société à assurer le bien-être de tous ses membres, à minimiser les disparités et à éviter la polarisation. Une société cohésive est une communauté solidaire composée d'individus libres poursuivant des buts communs par des voies démocratiques. »

(Conseil de l'Europe, avril 2004)

« La solidarité est la base de la cohésion sociale et l'instrument le plus efficace pour la réalisation de conditions de vie et de travail justes et humaines. »

(Programme fondamental du LSAP, octobre 2002)

Selon la définition du Conseil de l'Europe : « la cohésion sociale concerne la capacité de la société d'assurer le bien-être de tous ses membres, de minimiser les disparités et d'éviter les polarisations ». Le Conseil de l'Europe précise par ailleurs que le bien-être des membres d'une collectivité suppose non seulement l'équité et la non-discrimination dans l'accès aux droits de l'homme mais également : « (i) la dignité des personnes et la reconnaissance de leurs compétences, apports dans la société, dans le respect de la diversité des cultures, des opinions et des croyances religieuses, (ii) la liberté de développement personnel pour chacun tout au long de sa vie et (iii) la possibilité de participation active de chaque homme et de chaque femme comme citoyen à part entière. »

Dans une société qui manque de cohésion, le bien-être des citoyens, l'équilibre et la justice sociale et même le bon fonctionnement des institutions démocratiques sont menacés. La cohésion sociale résulte de la force des liens qui unissent les membres d'une collectivité. Elle dépend notamment de l'accès non-discriminatoire des citoyens à l'éducation, au logement, à l'emploi, aux soins, à la culture et aux loisirs. Elle aide à promouvoir l'engagement civique et la participation démocratique aux niveaux local et national et influence de manière directe la qualité de notre vie quotidienne.

La cohésion sociale se fonde d'abord sur un équilibre entre la croissance économique et la justice sociale. Elle consiste à créer au sein de la société une solidarité positive qui réduit au minimum l'exclusion et tend à développer et à organiser une aide d'insertion pour les membres les plus vulnérables de la société. L'entretien et l'adaptation de la cohésion sociale n'est cependant pas seulement une question de redistribution des richesses : elle demande également des réformes sociétales basées sur la non-discrimination et l'inclusion des différents groupes de personnes dans notre société.

Chaque génération doit à son tour trouver un équilibre pour l'établissement d'une société cohésive en l'adaptant à l'évolution de l'environnement social, économique et technologique. Même si la notion de cohésion sociale semble nouvelle, l'idée à la base de cette notion a toujours été au cœur des préoccupations du Parti Socialiste. Ainsi, lorsque Spoo et Welter, les premiers socialistes à la Chambre des Députés, revendiquaient le suffrage universel, l'impôt progressif sur les revenus et les assurances sociales, ne s'engageaient-ils pas également, dans le contexte de leur époque, pour le développement d'une véritable cohésion sociale au Luxembourg ?

Une stratégie tendant à sauvegarder, à améliorer et à adapter la cohésion sociale au Luxembourg doit d'abord englober de manière transversale toutes les mesures de lutte contre la pauvreté et l'exclusion et s'intégrer globalement dans une approche de développement durable. Une politique de cohésion sociale doit donc tenter de venir à bout de l'exclusion des membres les plus faibles de la société, tant par la prévention que par la réinsertion. Mais une politique de cohésion sociale n'est pas seulement une affaire de lutte contre l'exclusion sociale et la pauvreté. Notre bien-être et la qualité de notre vie quotidienne sont liés à notre cadre de vie. Les options en matière d'éducation, de logement, d'urbanisme, d'environnement, d'énergie, de conservation de la nature, de patrimoine, d'aménagement du territoire et de mobilité sont également au cœur de cette notion. De plus, ces options conditionnent également la vie des générations futures.

A côté des facteurs économiques, comme le niveau d'investissement, le taux d'emploi ou encore la qualité des infrastructures, qui déterminent la prospérité de notre pays, des éléments liés à la nature du lien social jouent également un rôle décisif dans le développement de notre société : la qualité du tissu relationnel entre les habitants, la possibilité d'épanouissement personnel, le sentiment d'attachement des citoyens à leurs institutions, le sens de responsabilité et de coopération et l'engagement civique.

La cohésion sociale semble être menacée par des phénomènes de société nouveaux qui entraînent chez certains un sentiment d'incertitude quant à leur bien-être futur. Il s'agit notamment des effets de la mondialisation, des mutations dans les structures de l'emploi, des doutes quant à la viabilité des systèmes de sécurité sociale, l'annonce de changements climatiques et leurs répercussions néfastes sur l'homme et son environnement, des sentiments d'insécurité en raison des problèmes sociaux et de la criminalité, des flux de migration croissants, de certains échecs d'intégration, de la mise en cause des identités traditionnelles, de nouveaux risques de pauvreté et d'exclusion et de nouvelles inégalités par rapport au développement économique et technologique.

Dans tous le pays européens, la vie quotidienne des personnes et des familles précarisées n'est pas seulement difficile, mais elle mine également leur confiance en soi ainsi que leur confiance dans les institutions démocratiques. Face à la précarité, au chômage et à l'appauvrissement, des craintes se développent que ce n'est plus l'ascenseur social qui est en panne, mais que c'est un « descenseur social » qui est en train de se mettre en route. Et l'Etat, non seulement ne jouerait plus son rôle protecteur, mais il institutionnaliserait cette tendance. L'effectivité même de l'Etat et des services publics semblerait être en cause.

Les domaines dans lesquels nous devons agir principalement sont l'éducation et la formation des jeunes, mais également le *life-long-learning* pour tous les membres de la société. Il faudra aider prioritairement les personnes et les familles précarisées et prévoir des mesures ciblées par rapport au logement et à l'emploi. Le développement personnel des enfants et des jeunes ainsi que la valorisation des personnes âgées dans notre société doivent être assurés. L'égalité des chances et la non-discrimination sont également des objectifs primordiaux dans la lutte pour une société cohésive. Il faudra par ailleurs garantir un niveau de santé élevé des citoyens par le biais d'une couverture universelle et un traitement accessible à tous. La préservation de l'environnement et le développement durable forment un cadre général pour toute mesure politique et sont des conditions essentielles pour le bien-être des générations futures.

Dans la société du début de ce siècle où un certain égoïsme semble être l'une des caractéristiques majeures, il est de notre devoir de ne pas accepter cela comme une fatalité, mais de tout mettre en œuvre pour soutenir la cohésion sociale et faire face à la déchirure sociale qui nous guette. La priorité du Parti Socialiste doit donc être de préserver et d'augmenter la cohésion sociale en proposant au pays un modèle de société et des mesures concrètes se basant sur plus d'équité et davantage de solidarité. Pour nous socialistes la solidarité doit rester « *la base de la cohésion sociale et l'instrument le plus efficace pour la réalisation de conditions de vie et de travail justes et humaines.* »

